



Baromètre d'opinion des transporteurs routiers de marchandises en Poitou-Charentes

Année 2013

Les points saillants

Publié pour la treizième année consécutive, ce baromètre d'opinion a vocation à appréhender l'évolution de l'activité nationale et internationale des entreprises de transport routier de marchandises (TRM) de la région Poitou-Charentes. Il permet également d'analyser leur situation financière et économique, leur politique de recrutement et d'investissement.

Selon l'opinion des chefs d'entreprise du secteur transport de la région Poitou-Charentes, le transport routier de marchandises connaît un redressement après une année 2012 difficile. Cette tendance a été constatée tant à l'échelle régionale que nationale, et tout au long de l'année hormis au cours du dernier trimestre. Au cours de celui-ci, le solde d'opinion relatif à l'activité retrouve en effet le niveau initial de 2012. La situation financière reste cependant toujours fragile.

Malgré ce ressenti traduisant une relative amélioration, et si l'on se réfère à l'année précédente, le nombre d'entreprises nouvellement inscrites au registre des transporteurs diminue en 2013 (77 inscriptions contre 88 en 2012). Le nombre de radiations est quant à lui équivalent à celui de l'année dernière (78 en 2013 et 79 en 2012) ne permettant pas un solde positif sur l'année. Au 31 décembre 2013, ce sont donc 1 226 entreprises de transport de marchandises ou commissionnaires qui étaient inscrites au registre des transporteurs du Poitou-Charentes.

Rappelons par ailleurs le durcissement de la législation européenne relative à l'accès aux professions de transporteurs routier de marchandises, introduit par le « Paquet Routier » applicable début 2012.

Autre point, le nombre de licences détenues par les entreprises de transport routier de marchandises en Poitou-Charentes a légèrement baissé de 2 % par rapport à 2012 pour atteindre le chiffre de 11 747 fin 2013.

À noter également que le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires⁽¹⁾ neufs a diminué de 12,3 % entre 2012 et 2013, une baisse portée par les camions et les semi-remorques.

Parallèlement à la diminution de volume d'activité du secteur du transport routier de marchandises, la situation financière des entreprises reste fragile. Même si la condition obligatoire de capacité financière⁽²⁾ s'est améliorée (11 % des entreprises ne répondent pas à cette condition fin 2013 contre 18 % fin 2012), les entreprises de plus de 50 véhicules sont davantage confrontées à une situation de tension de leur trésorerie alors qu'elles étaient relativement épargnées les années précédentes : un phénomène déjà relevé l'an passé.

Note de lecture :

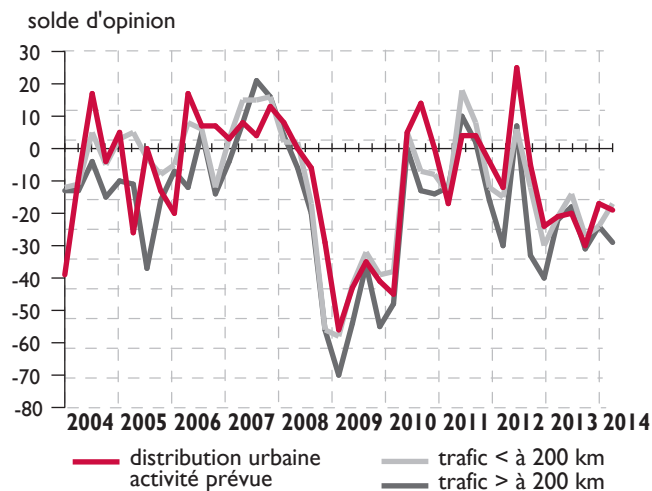
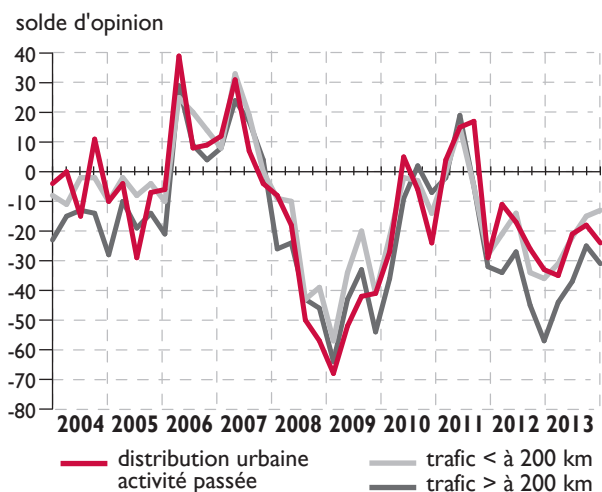
*Cette publication présente les résultats de l'enquête d'opinion menée chaque trimestre depuis décembre 1995 auprès d'un échantillon de 150 transporteurs routiers de marchandises de Poitou-Charentes. La notion de **solde d'opinion** s'entend comme étant la différence entre la part des opinions favorables ou ayant constaté une hausse et la part des opinions défavorables ou ayant constaté une baisse.*

(1) camionnettes, camions, semi-remorques, tracteurs routiers.

(2) La capacité financière est une adéquation entre le montant des capitaux propres de l'entreprise et le nombre de véhicules qu'elle exploite. Pour le transport public routier de marchandises ce montant exigible est fixé à 900 € pour chaque véhicule de PMA n'excédant pas 3,5 tonnes, et de 9 000 € pour le 1er véhicule de PMA excédant 3,5 tonnes puis 5 000€ pour les véhicules suivants.

Le transport en national

L'activité des entreprises au national

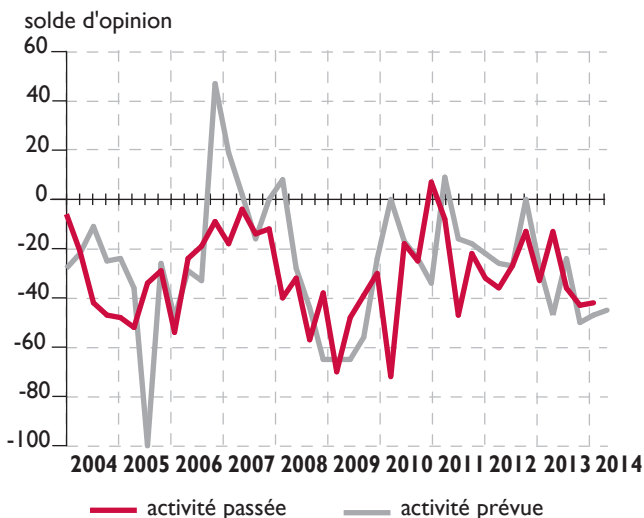


Après une année 2012 difficile, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs trafics nationaux retrouve un niveau similaire à celui de début 2012 ; on assiste alors à un redressement du solde d'opinion tout en restant en valeurs négatives. Cette tendance, également ressentie à l'échelle nationale, a été constaté en région Poitou-Charentes tout au long de l'année 2013 avec une stabilisation au dernier tri-

mestre. Ce redressement concerne le transport routier de marchandises quel que soit le type de trafic réalisé par les entreprises (distribution urbaine, moins de 200 km, plus de 200 km). Le solde d'opinion lié au trafic longue distance, bien qu'inférieur aux autres types de trafic, retrouve des niveaux proches de ceux-ci, et connaît la correction la plus significative.

Le transport en international

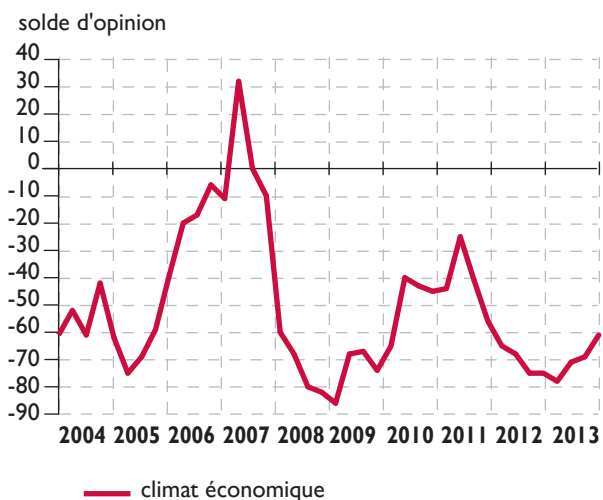
L'activité des entreprises à l'international



L'année 2013 est marquée par une baisse progressive de l'activité et ce malgré un début d'exercice encourageant ; les valeurs enregistrées le reste de l'année sont inférieures à celles enregistrées en 2012. En outre, en raison du faible nombre d'entreprises répondantes qui pratiquent le transport international, il est difficile d'analyser les échanges par pays.

La situation des entreprises

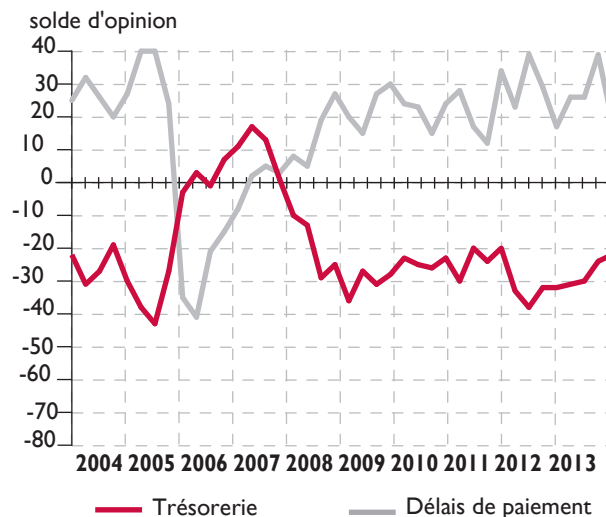
La perception du climat économique



Le solde d'opinion concernant la situation économique reprend depuis le second trimestre 2013, après une baisse incessante depuis 2011, pour atteindre -60 en fin d'année. Le solde d'opinion relatifs à l'état de la trésorerie reste négatif, et ce depuis plusieurs années, même si la situation semble progressivement s'améliorer depuis mai 2012. Ceci peut être

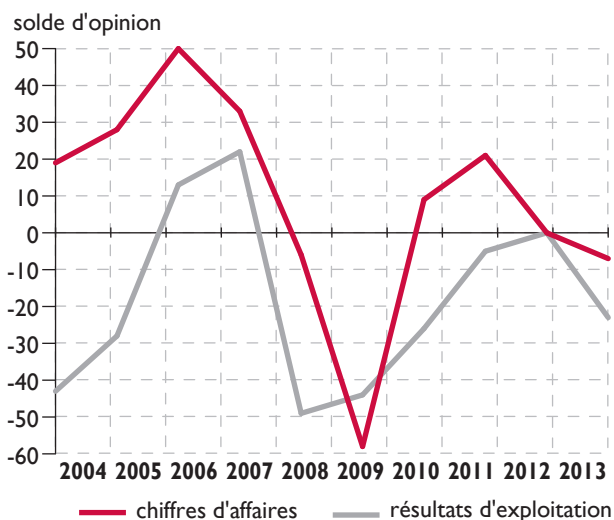
autre s'expliquer par la réduction de certains délais de paiement. La situation des entreprises vis-à-vis de leur capacité financière s'est aussi légèrement améliorée, puisque 82 % des entreprises répondaient à cette condition fin 2012 contre 89 % fin 2013.

La situation des entreprises



Chiffre d'affaires et prix du transport

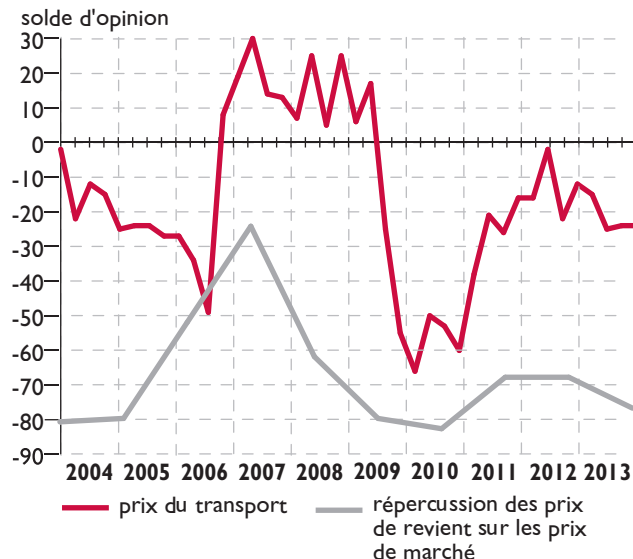
Chiffre d'affaires et résultats d'exploitation



Après avoir constaté une légère baisse du chiffre d'affaires des entreprises de transports routiers de marchandises en Poitou-Charentes en 2012 (-0,3 %), la tendance se confirme en 2013 avec -0,9 %, selon la Banque de France. Ces valeurs ne correspondent toutefois pas au graphique ci-dessus. Celui-ci exprime en effet le solde d'opinion relatif à l'excédent brut d'exploitation (EBE) et au chiffre d'affaires, dont les données, manquantes en 2012, peuvent fausser la lecture. Comme en 2012, les transporteurs baissent davantage les prix de leurs prestations à plus de 200 km afin de rester compétitifs. Malgré une

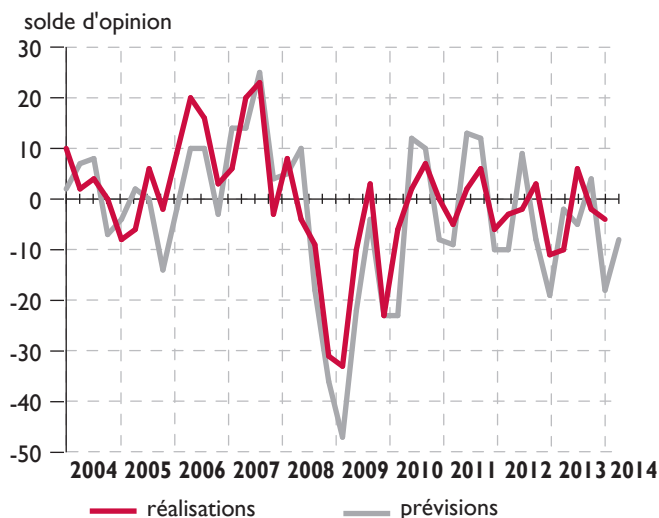
stabilisation de ce solde d'opinion enregistrée depuis le second trimestre 2012, ce qui constituait une relative embellie, 2013 marque une baisse significative des prix de transport contraignant davantage les entreprises régionales du secteur. De ce fait, les transporteurs déclarent éprouver des difficultés pour répercuter les prix de revient sur les prix du transport, avec un solde d'opinion négatif de -78, contre -69 en 2012, confirmant une situation économique délicate.

Le prix du transport



L'emploi et le recrutement des conducteurs routiers

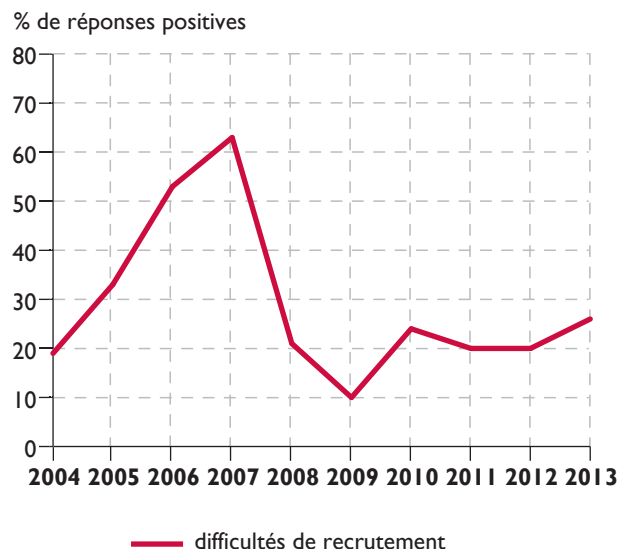
Le recrutement des conducteurs routiers



Les effectifs des entreprises régionales de transport de marchandises reculent de -1,3 % sur l'année 2013 d'après l'enquête de la Banque de France, les ajustant à un niveau de demande relativement bas. Le recrutement des conducteurs routiers poursuit sa tendance depuis 2011 avec un marché du travail flexible dans le secteur. Par ailleurs, le nombre d'entreprises ins-

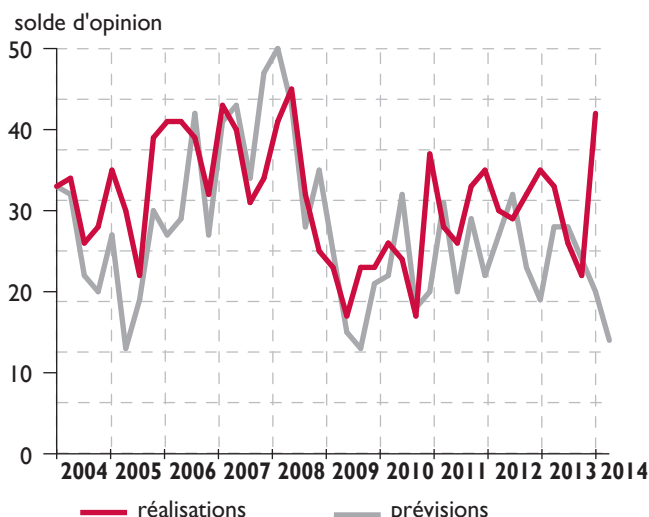
crites au titre de transporteurs routiers de marchandises et de commissionnaires de transport a diminué de -12,5 % en 2013, tout comme les radiations qui ont baissé de -1,3 % ne permettant toutefois pas un solde positif sur l'année avec une entreprise en moins.

Les difficultés de recrutement des conducteurs routiers



Le parc de véhicules

Les achats de véhicules



La courbe des achats de véhicules de transport de marchandises diminue fortement en 2013 montrant une baisse conséquente des investissements de -21,2 % selon l'enquête annuelle de la Banque de France (valeur non lisible sur ce graphique). Pour rappel, en 2012 les investissements avaient augmenté de 17 % et la Banque de France prévoyait cette baisse significative pour 2013 ; le chiffre de -31 % était avancé.

De ce fait, le secteur des transports a connu un niveau moindre de renouvellement en 2013 des moyens d'exploitation. Cependant, ce motif reste plus que jamais la raison première d'acquisition d'un véhicule (90 % contre 80 % l'an passé). Enfin, le nombre de licences détenues par les entreprises régionales de transport routier de marchandises est en légère baisse de -2 % par rapport à 2012 pour atteindre plus de 11 000 licences en 2013.

Les motifs d'achat de véhicules

